

## **Shauna Morgan**

### **Réponses**

#### **1. Reprise économique et croissance**

*Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?*

Investir dans des emplois verts, dans des techniques d'énergies renouvelables et des études de faisabilité – investir dans des communautés saines et une population active saine grâce à des investissements dans les services publics, les soins de santé publics, les garderies nationales, les programmes d'arts communautaires, les programmes de loisirs communautaires.

#### **2. Création d'emplois**

*Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?*

Investir dans des emplois verts – investir dans des techniques d'énergies renouvelables – un Plan national d'énergie qui se concentre avant tout sur les énergies renouvelables – cesser de subventionner les industries à base de combustibles fossiles et mettre un terme aux allègements fiscaux pour l'industrie des combustibles fossiles – la taxe fédérale sur le carbone ou autre forme de tarification du carbone pour contraindre les industries à être plus concurrentielles à l'échelle internationale en réduisant les émissions de GES et en élaborant des normes sur le développement durable.

#### **3. Changement démographique**

*Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?*

Il n'est PAS nécessaire de relever l'âge d'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse – quelles pénuries de compétences?? Nous avons suffisamment de ressources publiques pour prendre soin d'une population vieillissante – il faut raffermir et non pas affaiblir les soins de santé publics et la SV. L'économie doit être diversifiée et les économies d'échelle locales doivent être encouragées – nous devons cesser de faire avaler aux gens des mégaprojets et des méga-industries et d'accepter des emplois dont ils ne veulent pas, dans des secteurs qui ne sont pas bons pour les collectivités locales et pour l'environnement.

#### **4. Productivité**

*Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?*

Il faut laisser les gens épouser des carrières en fonction de leurs compétences et de leurs intérêts, qui répondent à la demande de leurs compétences dans leurs collectivités locales. Il faut cesser d'obliger les gens à accepter des emplois dans des méga-industries qui les obligent à quitter leur collectivité ou à parcourir d'énormes distances pour se rendre au travail. Il faut assurer le développement économique

des collectivités locales.

## **5. Autres défis**

*On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont nécessaires pour remédier à ces difficultés?*

Les communautés autochtones se heurtent à des difficultés majeures – les classes pauvres et moyennes s'appauvrissent – le gouvernement fédéral doit respecter les droits des Autochtones et l'intention et l'esprit des revendications territoriales – il faut régler les revendications territoriales en suspens en modifiant nos positions de négociation et en acceptant les besoins et les visions uniques exprimés par différentes régions – il faut laisser les gouvernements autochtones et les conseils de cogestion s'administrer eux-mêmes, il faut cesser de s'immiscer et de tout contrôler à partir d'Ottawa (en procédant à des nominations politiques au sein des conseils de cogestion, en changeant unilatéralement la LGRVM, en obligeant le lancement de mégaprojets dont les communautés ne veulent pas).